

— Chez les paysans, le CNJA annonce qu'il lance une campagne d'information et de mobilisation pour le soutien au Joint dans tous les « centres cantonnaires » ; et il appelle les jeunes agriculteurs à se préparer à une éventuelle manifestation intersyndicale.

— De son côté, la FDSEA les invite à rentrer dans les comités de soutien et à participer à la manifestation du 18.

La presse reprend une importante déclaration de Jean Le Floch, responsable FDSEA, parue dans le « Trait d'Union » :

« — *Pouvons-nous accepter de voir nos frères et demain nos enfants avec des salaires tels que ceux du Joint Français ? (...)*

— *Pouvons-nous accepter de voir les patrons du Joint Français trainer les délégués syndicaux devant les tribunaux et par ailleurs utiliser la force publique pour casser cette grève ?*

En nous déclarant solidaires des ouvriers du Joint Français, nous avons répondu NON ! ».

— Le Parti Socialiste, lui aussi, annonce dans son journal, « L'Unité », qu'il entend lancer une campagne de solidarité.

— On apprend même que 50 prêtres ont fait une déclaration en faveur des grévistes : « nous appelons les chrétiens à un effort réel de compréhension et de solidarité ».

— Mais une drôle de voix va se mêler elle aussi au chœur de la solidarité ; elle vient du camp d'en face et sera accueillie avec surprise : c'est celle... du comité local de l'UDR :

« *L'attitude de la direction nous paraît insoutenable (sic), puisqu'au lieu de tout mettre en œuvre pour résoudre le conflit, il semble bien que son action n'ait contribué qu'à jeter de l'huile sur le feu !*

Et on verra Charles, le député godillot du coin, qui venait de rencontrer Sabouret et Dubart déclarer qu'il comprenait à la fois :

« *les souffrances et les difficultés... des familles et les difficultés que l'entreprise doit surmonter pour rester compétitive !* » !!

Ainsi, à l'approche du referendum, les canailles de l'UDR prennent gentiment à partie leurs grands copains de toujours : les patrons de la CGE. Cela montre à quel point cette grève combative et populaire les inquiète et risque de les gêner dans leurs visées électorales. Mais les grévistes ne sont pas dupes des déclarations de ces faux amis de la IIème heure : qui a envoyé les flics contre le Joint ? Qui dirige les matraqueurs d'ouvrières ? ...

La solidarité a donc connu un développement prodigieux : le 13 avril, le CCP Perennes a reçu 13 millions. Et le chiffre va monter très vite...

Mais la grève apparaît de plus en plus comme un événement national : l'occupation de l'Inspection du Travail, les heurts entre les grévistes et les flics ont sensibilisé l'opinion publique. Il s'est donc créé un terrain favorable pour un élargissement national de la solidarité : le mardi 11 avril, le Comité de soutien de St-Brieuc décide d'élargir la solidarité en diffusant un appel au niveau national. La direction nationale de la Ligue Communiste appuie l'initiative et prend tous les contacts unitaires en vue de constituer un Comité National de Soutien aux travailleurs du Joint Français.

Mais ses efforts vont se heurter à l'incompréhension flegmatique de Lutte Ouvrière et aux préoccupations boutiquières du PSU déchiré par ses conflits internes. La proposition reste donc au point mort.



la solidarité paysanne

* Malgré 5 semaines de grève, malgré deux manifestations de masse, malgré une séquestration, malgré une solidarité qui se développe à grande vitesse, la direction de la CGE refuse de céder autre chose que des miettes ridicules ! Dimanche elle a même publié une déclaration répugnante : elle présente les conditions de travail et de salaires du Joint comme parfaitement normales ; elle brandit toujours la menace de fermeture de la boîte !

* Mais cette fermeté cache mal les problèmes auxquels elle est confrontée ; car le pouvoir, au fur et à mesure qu'approchent les élections, la presse d'en finir, et donc de passer aux concessions.

* Du côté des grévistes, le moral ne faiblit pas. Interviewé par le Télégramme, l'un d'eux déclare « c'est dur mais on tiendra ; on n'a pas fait 5 semaines de grève pour rien ».

* L'effort de solidarité se poursuit : chaque week-end sur les marchés on collecte avec des panneaux et des banderoles.

* Mais maintenant le problème de l'élargissement est posé :

— l'élargissement de la solidarité au plan national (cf. l'appel du Comité de soutien briochin)

— popularisation et élargissement de la lutte sur le trust. La presse elle-même en effet s'étonne : « le mouvement de solidarité qui se développe à travers le pays curieusement n'a pas encore gagné Bezons ! », l'autre usine du Joint Français (Télégramme 17 avril).